

Discours

[Note: e.g. SOUS RESERVE]

Discours prononcé lors de la 19e Réunion du Conseil de Coordination du Programme

Lusaka, le 6 décembre 2006

**Dr Peter Piot,
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Chers (chères) collègues et ami(e)s,

Il n'y a pas d'années ordinaires dans la lutte contre le SIDA. C'est maintenant le cas depuis 25 ans !! Mais malgré tout, 2006 a été une année hors du commun, à la fois en bien et en mal.

Parmi les événements tragiques qui ont marqué 2006, il y a le meurtre de notre ami proche, de notre allié et membre du CCP, Omolulu Falobi. Son exemple devrait nous inciter à en faire plus sur le SIDA, et à le faire avec audace. (Une minute de silence)

Cette année a été marquée par des signes que l'épidémie mondiale est en croissance plutôt qu'en diminution. Le Point sur l'épidémie publié par l'ONUSIDA montre que davantage de personnes ont été nouvellement infectées en 2006 qu'au cours de n'importe quelle autre année. Il y a eu 4,3 millions nouvelles infections, un chiffre qui donne le vertige. Rien qu'en Afrique du Sud, chaque jour 1.400 personnes sont infectées par le VIH – dont la moitié sont des jeunes entre 15 et 24 ans.

Je suis très préoccupé par deux choses qui se cachent derrière ces chiffres. D'abord, une augmentation de 50% du nombre des nouvelles infections en Europe orientale et Asie centrale entre 2004 et 2006. Et deuxièmement, une résurgence des épidémies dans des pays qui avaient bien progressé, tels que l'Ouganda. Presque tous les pays riches sont eux aussi confrontés à une recrudescence.

Il y a également eu plus de décès dus au SIDA que jamais auparavant, en dépit de bons progrès en matière d'accès au traitement sur tous les continents. Mais davantage de personnes que jamais ont besoin de traitement, et la mise en œuvre n'est tout simplement pas proportionnée aux besoins. Le réel potentiel d'une tuberculose ultra résistante aux médicaments a aussi fait jour cette année. L'apparition d'une tuberculose pratiquement intraitable parmi les personnes vivant avec le VIH représente un défi majeur pour le personnel de santé comme pour les communautés. Ceci est une raison de plus pour intégrer d'urgence la lutte contre la tuberculose et le SIDA, y compris dans nos efforts pour l'accès universel à la prévention du VIH et aux soins.

Mais, du côté positif, cette année a aussi été une année de vrais progrès dans la lutte contre le SIDA. Il ne fait aucun doute que l'élan de ces dernières années s'est maintenu et intensifié. C'est l'année où les gouvernements ont approuvé une solide Déclaration politique sur le VIH/SIDA qui ne renouvelait pas simplement leur engagement mais l'approfondissait également.

2006 a vu la poursuite d'un fort accroissement du financement pour la riposte mondiale au SIDA. Nous estimons que 8,9 milliards de dollars auront été dépensés pour la lutte contre le SIDA dans les pays à faible et moyen revenus en 2006, contre 8,3 milliards en 2005, un tiers environ de cet argent provenant des pays eux-mêmes. Ce qu'il y a de plus important, c'est que nous voyons enfin un retour à l'investissement en termes d'infections au VIH évitées et de vies sauvées. La prévalence du VIH est en baisse parmi les jeunes dans un certain nombre de pays où les épidémies sont généralisées, particulièrement dans cette partie du monde, y compris en Zambie. Je veux souligner cependant que ces baisses sont à mettre à

l'actif d'un effort soutenu sur plusieurs années – il n'y a pas de solutions miracle, ni rapide.

L'accès au traitement approche maintenant les 2 millions de personnes, sauvant plusieurs centaines de milliers de vies. Mais l'immense fossé dans le domaine de l'accès au traitement doit être comblé d'urgence – 2,9 millions de personnes sont encore décédées cette année.

Rapport d'activité

Avant de discuter de l'ordre du jour de ce CCP, j'aimerais fournir un très bref rapport sur les principales réalisations de l'ONUSIDA au cours des six derniers mois.

L'ONUSIDA avait trois principaux objectifs pour le deuxième semestre de cette année :

Premièrement, commencer à traduire dans les faits la Déclaration politique sur le VIH/sida de la Réunion de haut niveau sur le SIDA qui a eu lieu en juin 2006.

Deuxièmement, souligner les questions clés de la prévention et des femmes.

Troisièmement, renforcer la cohérence et l'unité du système des Nations Unies au niveau des pays comme demandé par le Global Task Team.

Les progrès réalisés afin de fixer des objectifs pour l'Accès universel ont été une priorité claire pour la famille de l'ONUSIDA. Des progrès impressionnants ont été faits par les pays pour ce qui est de la fixation des objectifs et du suivi. Environ 84 pays ont déjà fixé des objectifs prévoyant de doubler ou de tripler la couverture du traitement antirétroviral d'ici 2010. Le système des Nations Unies, facilité par les bureaux de l'ONUSIDA a apporté un soutien considérable aux pays pour la fixation de leurs objectifs, ainsi que pour engager la société civile et autres partenaires.

Pour la première fois nous publions les progrès accomplis, pays par pays, sur notre site web, pour offrir un meilleur suivi et une meilleure transparence. Cependant, il reste beaucoup à faire pour améliorer le processus ainsi que la qualité et l'exhaustivité de la fixation d'objectifs.

Primo, il faut accorder beaucoup plus d'attention à la prévention dans les objectifs. La majorité des pays ont fixé une cible pour l'extension de l'accès au traitement, mais il n'y a souvent qu'un seul objectif pour la prévention. Et la fixation d'objectifs pour les interventions de prévention a été inégale. Par exemple, les pays ont souvent fixé des objectifs pour la transmission mère-enfant du VIH, la distribution de préservatifs et les connaissances appropriées parmi les jeunes, alors que très peu ont des objectifs ayant trait aux changements de comportements sexuels, aux questions de genre et au dépistage du VIH.

Nous sommes aussi engagés à renforcer la participation de la société civile, en particulier des personnes vivant avec le VIH en tant que partenaires égaux - de la planification à la mise en œuvre. L'ONUSIDA encourage tous les gouvernements engagés dans l'extension de l'Accès universel à désigner un point focal pour établir des liens plus forts avec la société civile.

Il est clair que le processus de fixation des objectifs et de planification se poursuivra au cours de 2007. Pour les pays qui ne l'ont pas encore fait, il faudra mettre à jour et

évaluer les coûts de leurs plans nationaux d'action contre le SIDA, faire en sorte qu'ils soient incorporés dans leurs plans stratégiques nationaux de développement ou de réduction de la pauvreté, et orienter la communauté internationale sur les ressources requises. Comme toujours, nous devons prendre garde à ce que trop d'énergie n'aille dans la planification, et trop peu dans l'action – ce que les Nations Unies connaissent bien...

En 2006, la prévention a enfin opéré une véritable percée, et c'est ainsi que la Conférence Internationale sur le SIDA de Toronto a pu annoncer une grande nouvelle : le « retour de la prévention ». Nous avons entrepris un certain nombre d'activités pour soutenir ce processus, comme le Conseil l'avait demandé à plusieurs reprises :

Nous avons tout d'abord lancé le partenariat « Unis pour la prévention », au sein duquel de nombreux acteurs s'efforcent de créer des groupes actifs dans le plaidoyer en faveur de la prévention afin, notamment, de faire participer des groupes ne figurant pas au nombre des « suspects habituels ». Ce partenariat est un résultat direct d'une réunion de planification que nous avons coparrainée avec notre présidence suédoise à Stockholm. J'ai bon espoir que ce groupe se développera rapidement dès 2007.

Nous avons également mis au point et diffusé plusieurs directives pratiques visant à intensifier la prévention du VIH selon différents scénarios. Celles-ci sont dès aujourd'hui à la disposition de la présente réunion. Il y a deux raisons principales pour lesquelles ces directives décisives ont été si longues à voir le jour : d'une part l'absence d'un consensus concernant les mesures à prendre et, d'autre part, le grand nombre de consultations demandées par l'ONUSIDA. L'OMS et le Secrétariat ont distribué fin novembre des directives sur le dépistage du VIH à des fins de consultation.

Lundi, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé par consensus de célébrer une « Journée internationale du test et conseil volontaires ». Je me félicite de cette décision qui élargira les possibilités de test et conseil volontaires et permettra à un nombre accru de personnes de connaître leur statut à l'égard du VIH. Nous sommes prêts à collaborer avec les gouvernements et les groupements de la société civile qui souhaiteraient célébrer une journée du dépistage dans votre pays.

L'ONUSDC travaille actuellement activement sur le front de la réduction des risques parmi les consommateurs de drogues injectables. En collaboration avec l'USAID, nous avons hébergé une réunion sur les changements en matière de comportement, en tant que partie essentielle de nos efforts visant à réduire la transmission du VIH par voie sexuelle, et l'OMS a pris la tête de notre action en vue de préparer des programmes de circoncision masculine, pour le cas où les essais en cours en Afrique orientale révéleraient des conclusions positives concernant l'application d'une telle mesure. Nous intensifions également nos travaux concernant les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes comme le montre le soutien que nous apportons à la Consultation régionale sur la santé sexuelle masculine et le VIH en Asie et dans le Pacifique.

Plusieurs de nos équipes d'appui régional son actuellement à pied d'œuvre auprès des bureaux régionaux de presque tous les Coparrainants en vue d'élargir les efforts de prévention du VIH menés par les Equipes de pays des Nations Unies. Puisque nous sommes dans votre région, permettez-moi d'appeler votre attention sur le travail de prévention du VIH réalisé par votre équipe régionale à Johannesburg :

La Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont mené une offensive de soutien à l'Année d'accélération de l'accès à la prévention du VH déclarée par l'Union Africaine ; l'ONU a appuyé sans restriction ces initiatives en vertu d'un plan de travail agréé par six de ses institutions, ce qui constitue de la part du système des Nations Unies un effort majeur de cohésion dans la pratique.

Ensemble, nous avons également souscrit aux efforts de la SADC pour mettre sur pied une cellule de réflexion composée d'experts en provenance d'Afrique australe ayant la mission d'examiner ce qu'il convenait de faire, ou de faire différemment, pour stopper ou freiner l'épidémie dans les pays d'Afrique australe où la prévalence est très élevée. Cette rencontre a permis de mettre en lumière la nécessité de mener plus avant les efforts en vue de réduire la multiplicité des partenariats à long terme qui se font concurrence, d'encourager l'utilisation régulière et correcte du préservatif, d'examiner ce que les pays peuvent faire pour mieux mettre en évidence l'effet protecteur de la circoncision masculine en tant que moyen de prévention du VIH, et d'accroître l'attention que l'on accorde aux causes latentes de l'épidémie en relation avec des préjugés fondés sur le sexe.

La SADC, soutenue par les Nations Unies, a donné suite à cette réunion en mobilisant les journalistes et les spécialistes de la communication en faveur du changement social pour qu'ils s'assurent de la cohérence de leurs différents messages. Dans les semaines à venir, la SADC réunira les directeurs des programmes nationaux de lutte contre le SIDA afin de passer en revue les progrès de la prévention ainsi que les mesures à prendre pour mener à bien cette activité en 2007 ; dans le même temps, l'ONU adaptera ses stratégies de soutien sur la base des décisions prises au cours de la présente réunion.

Le suivi et l'évaluation constituent un concept capital du Programme et peuvent désormais compter sur des conseillers en suivi et évaluation, ce qui représente un renforcement des capacités de ce secteur capital dans plus de 40 pays. En outre, nous menons actuellement d'autres analyses de données récoltées pour le Rapport mondial 2006. Ces études thématiques porteront sur des questions clés, telles que les raisons du faible taux de connaissances et de prise de conscience concernant le SIDA parmi les jeunes, même dans des pays sévèrement touchés par l'épidémie, ou la mise en lumière des liens qui peuvent exister entre une politique environnementale énergique, des ressources en suffisance et une couverture adéquate des services et la réalisation d'un impact mesurable sur les nouvelles infections et la mortalité.

Le dernier CCP nous a demandé d'intensifier notre recherche sur les besoins en ressources. Nous avons commencé à passer en revue les procédures de mise sur pied d'une nouvelle série de besoins en ressources mondiaux liés au SIDA. En

outre, des activités sont actuellement en cours à l'échelle mondiale et à celle des pays pour actualiser les projections en matière de ressources nécessaires ainsi que pour réunir des informations sur l'usage qui est fait des fonds mis à la disposition des pays. Des évaluations nationales des dépenses consacrées au SIDA ont démarré dans plus de 60 pays.

Nous examinons également la participation des ONG au CCP en vue de d'inciter la société civile à s'engager dans nos processus de gouvernance ainsi que dans d'autres opérations. Nous sommes des pionniers dans ce domaine comme dans d'autres aspects de la réforme de l'ONU. Le rapport de cette étude sera présenté au CCP en juin 2007. Mais vous n'aurez pas été sans remarquer que la participation de la société civile au présent CCP est plus élevée que jamais auparavant. Ceci vient s'ajouter à sa participation sans précédent à la réunion de haut niveau qui s'est tenue plus tôt cette année ainsi qu'à son engagement croissant dans les processus de gouvernance aux niveaux international et national. C'est pourquoi je souhaite une chaleureuse bienvenue aux participants de la société civile présents aujourd'hui.

Renforcement de la gestion du Secrétariat

Permettez-moi maintenant d'aborder une autre question, d'un tout autre ordre : la gestion du Secrétariat de l'ONUSIDA. Ces cinq dernières années, nous nous sommes considérablement développés et comptons désormais du personnel dans 85 pays – au bénéfice de contrats très divers délivrés par le PNUD et l'OMS. Sur le conseil du groupe d'experts en management Accenture nous avons entrepris un remaniement total de nos services de gestion des ressources qui sera opérationnel dès l'année prochaine. La décentralisation de la gestion arrive à son terme comme en témoigne l'imminence du transfert à Moscou de l'équipe d'appui régionale pour l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale.

Nous appliquons strictement la politique de mobilité du personnel et nous sommes la première des institutions des Nations Unies à avoir déjà réalisé l'étape initiale du projet pilote de rémunération à la performance, en collaboration avec la Commission internationale de la Société civile.

Enfin, il y a deux semaines, le Secrétaire général Kofi Annan et notre Présidente, Madame Gunilla Carlsson, ont inauguré notre nouveau Siège, que nous partageons avec les départements du SIDA, de la Tuberculose et du Paludisme de l'OMS. J'ai la ferme intention de faire en sorte que notre nouveau bâtiment ne soit pas un simple bâtiment de bureaux, mais un véritable centre de dialogue et d'échanges sur le SIDA.

Mise en œuvre de la riposte au SIDA

La question thématique abordée par le présent CCP est principalement la mise en œuvre de la riposte au SIDA dans les pays. Les décisions du CCP sont-elles correctement mises en œuvre par le Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants ? C'est-à-dire, dans quelle mesure les décisions du CCP deviennent-elles des réalités sur le terrain ? Tel est le pain quotidien du Secrétariat de l'ONUSIDA.

Pendant les jours où nous serons ensemble, je souhaiterais vivement que nous puissions nous concentrer sur les activités de terrain, et je sais que les personnes

présentes aujourd'hui aimeraient pouvoir poser des questions à ceux qui y travaillent au quotidien : Quels sont les défis et les obstacles que vous rencontrez ? Que peut faire la communauté internationale pour vous aider dans votre riposte au SIDA, et dans votre combat pour l'accès universel ?

Faire travailler l'argent

Nous avons réussi à augmenter considérablement les fonds disponibles pour la lutte contre le SIDA ; c'est pourquoi nous devons plus que jamais en tirer le meilleur parti possible. Pour moi, c'est-là le défi le plus important qui se pose à nous. Tout d'abord, parce que nous le devons à ceux qui sont démunis et vulnérables, mais aussi parce que le fait d'obtenir des résultats probants est la première et incontournable condition du maintien et de l'accroissement des financements indispensables à la lutte contre le SIDA.

Nous entendrons notre évaluation des progrès de la mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA dans les pays, ainsi que des ripostes multilatérales. Permettez-moi de vous faire part de quelques réflexions avant que ne commencent les débats :

Ce qui est vital pour nous, qui appartenons à la famille des Nations Unies, lorsqu'il s'agit de faire travailler l'argent, c'est de veiller au bon fonctionnement de nos relations avec le Fonds mondial dans le cadre du travail sur le terrain. Si l'on excepte la Banque mondiale qui, à la base, est également un mécanisme de financement, l'ONUSIDA dans sa totalité est complémentaire du Fonds Mondial. Toutefois, cette complémentarité ne s'est pas encore transformée en une synergie dont nos pays partenaires pourraient bénéficier.

Ainsi, je suis très préoccupé par la demande formulée la semaine dernière par le Secrétariat du Fonds Mondial, qui souhaiterait recevoir des propositions d'assistance technique, en dépit des sérieuses réserves que nous avons exprimées cet égard, puisque cette assistance technique résulterait inévitablement en une duplication d'activités.

Lors de la dernière réunion des directeurs exécutifs des Coparrainants de l'ONUSIDA, nous avons décidé que, dès l'élection du nouveau Directeur exécutif de Fonds mondial, je m'entreprendrai avec lui, ou avec elle, afin de lui proposer un accord opérationnel de grande envergure qui permettrait d'intensifier l'action multilatérale en matière de lutte contre le SIDA. Afin d'être à même de donner le jour à une telle synergie, nous devons pouvoir bénéficier de votre concours ainsi que de vos opinions. Quelques-uns d'entre vous sont membres du Conseil du Fonds mondial, d'autres reçoivent des financements, d'autres encore sont des donateurs. Je souhaiterais que les deux conseils parlent d'une seule voix et proposent des solutions similaires. Et bien entendu nous devons apporter une solution à la situation selon laquelle quelques donateurs – mais pas tous heureusement – fournissent des financements considérables au Fonds mondial et très peu, pour ne pas dire pas du tout, aux institutions techniques qui sont appelées à dépenser utilement les fonds disponibles.

Une deuxième question est la riposte au SIDA du système des Nations Unies et la réforme de l'ONU. Nous aurons comme je le disais le compte rendu d'un certain

nombre de réels progrès qui ont été réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, mais, face à l'épidémie, ces succès sont beaucoup trop lents. On est frappé de constater que les avancées les plus performantes des programmes communs et des équipes des Nations Unies œuvrant dans la lutte contre le SIDA se précisent principalement dans les pays possédant déjà des équipes de pays performantes accompagnées d'un Coordonnateur résident de l'ONU créatif ainsi que d'un Coordonnateur compétent de l'ONUSIDA dans le pays, comme c'est le cas ici en Zambie ou dans le pays voisin, le Malawi.

Nous devons dépasser le stade des réussites à maturation lente et nous assurer que toutes les équipes travaillant dans les pays mettent en œuvre les instructions du Secrétaire général concernant les équipes et programmes communs. Tel est le rappel à la réalité que nous offre la réforme de l'ONU, lequel reflète en partie l'absence d'encouragement sur le plan personnel et institutionnel ainsi que de cohérence. Je trouve en fait très révélateur que le rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence d'ensemble du système demeure muet sur la question des motivations en vue de la réforme.

En outre, notre mandat de leader et de coordonnateur des activités de la lutte contre le SIDA n'est pas toujours reconnu par les représentants de l'ONU dans les pays ou par les Coordonnateurs résidents. Nous poursuivons notre collaboration avec les Directeurs exécutifs des Coparrainants en vue de mettre sur pied des programmes communs de lutte contre le SIDA dans tous les pays.

Ainsi, l'Administrateur du PNUD, Kemal Dervis, et moi-même avons adressé une lettre conjointe à tout le personnel du PNUD afin de mettre l'accent sur ces points. J'en appelle également aux donateurs pour qu'ils veillent à diriger leur financement exclusivement vers les activités de lutte contre le SIDA menées dans les pays par des institutions des Nations Unies lorsque ces activités font partie intégrante d'un programme commun et correspondent à un partage des tâches entre institutions approuvé par le CCP. Quant à nous, nous octroierons les fonds d'accélération du programme uniquement aux équipes dans les pays œuvrant dans le cadre d'un programme commun et dont les méthodes de travail leur permettent de remplir leurs responsabilités avec sérieux.

Troisièmement, pour faire travailler l'argent il faut à l'évidence sortir du cadre strict du système des Nations Unies !! Il faut obtenir une plus grande participation de la société civile ainsi qu'une meilleure harmonisation de la riposte des donateurs. Les directives à l'intention de la société civile sur les « trois principes » que nous avons mises au point visent à renforcer la participation de la société civile aux ripostes nationales au SIDA – afin d'augmenter l'efficacité de l'engagement des sociétés civiles en tant que bénéficiaires et que prestataires de services, ainsi que du rôle qu'elles jouent en orientant et structurant les politiques et les stratégies qui déterminent la riposte nationale.

Enfin, nous devons en tout temps veiller à ne pas sacrifier des actions substantielles aux lenteurs des processus de coordination et de réforme !

Une riposte durable au SIDA

Maintenant que nous avons réussi à engranger quelques acquis initiaux, mais bien réels, nous entrons dans une nouvelle phase de la riposte au SIDA.

Nous ne devons pas seulement faire face aux besoins actuels, qui tiennent de l'état d'urgence, mais aussi assumer la responsabilité de faire durer la riposte et de la porter à des niveaux toujours plus élevés afin qu'elle conserve toute son efficacité pendant la prochaine génération et même plus loin. En d'autres termes, nous devons commencer à intégrer la planification et les activités du futur au sein même de notre riposte actuelle. Sinon, comme je l'ai dit dans le Financial Times de la semaine dernière, nous courons le risque de, certes, gagner quelques batailles, mais de perdre la guerre.

En tout premier lieu, il nous faut trouver dès à présent trouver la voie qui nous permettra de faire en sorte que la question du SIDA demeure au niveau le plus élevé de l'échelle des priorités politiques au plan mondial comme au plan national, année après année. Quel défi, dans un monde où tout engagement politique a une durée de vie aussi brève ! Nous constatons déjà l'apparition d'une nouvelle forme de « déni » du SIDA, selon lequel le SIDA pourrait être traité aussi simplement que n'importe quelle crise de santé publique !

Nous ne devrions pas non plus confondre la « normalisation du traitement médical », qui est une nécessité, avec la « normalisation de la riposte au SIDA » dans des sociétés qui rejettent et stigmatisent la maladie, ou encore face à l'éventualité de voir disparaître les financements spécifiques en faveur de la lutte contre le SIDA.

Le SIDA est une maladie à nulle autre pareille – un défi sans compromis, comme le réchauffement de la planète – et il serait insensé d'oublier son caractère exceptionnel. Ceci posé, comment nous assurer que le SIDA sera toujours considéré comme une priorité par les gouvernements, l'industrie, les politiques et la société civile ? Comment obtenir que la lutte contre le SIDA devienne un point incontournable des ordres du jour politiques nationaux, régionaux et mondiaux ainsi que de ceux d'autres instances ? Si nous voulons relever ce défi, il nous faudra construire une coalition éclatante.

A cet égard, j'aurai le grand plaisir m'adresser lundi prochain aux chefs d'Etat et aux gouvernements lors du Sommet de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à Cebu aux Philippines.

Une deuxième nécessité est de réunir d'ores et déjà tous les financements qu'il nous est possible de prévoir pour le futur. La riposte aura besoin à l'avenir de financements annuels supérieurs à ceux dont nous disposons aujourd'hui. La riposte au SIDA ne peut continuer à fonctionner uniquement sur la base d'un exercice financier annuel après l'autre : cette méthode ne saurait qu'être vouée à l'échec.

Alors, que faire pour assurer un financement complet pour les années à venir ? Il faudra bien évidemment produire des résultats, maintenir le leadership et créer des mécanismes financiers novateurs. Il faudra également faire diminuer les dépenses courantes relatives à nos activités et aux produits dont nous avons besoin. Par exemple, la semaine dernière à Washington, une réunion organisée par la Banque Mondiale, l'OMS et le Secrétariat de l'ONUSIDA abordait la question du paiement des traitements antirétroviraux de deuxième et troisième ligne.

Troisièmement, nous devons intensifier résolument l'accès universel à la prévention et au traitement du VIH et nous assurer que les crédits que nous leur allouons auront le résultat escompté. Nous devons pour ce faire accorder davantage d'attention aux ressources humaines des secteurs de la santé et social.

Quatrièmement, nous devons – et c'est une évidence – effectuer une véritable percée dans notre lutte contre les facteurs de l'épidémie que sont l'inégalité des sexes, la stigmatisation et la discrimination touchant l'homosexualité et les privations. Ce défi est peut-être le plus important de tous ceux auxquels la riposte au SIDA ait à faire face. Et il ne pourra jamais y avoir de recette technologique à ces problèmes sociaux.

Ce qu'il nous faut, c'est un changement positif sur le plan social – et tous ceux qui s'efforcent de combattre le SIDA doivent être prêts à soutenir cette idée. La nécessité de progresser dans la lutte contre la féminisation de l'épidémie est impérative, en particulier en ce qui concerne son aspect opérationnel. J'ai donc décidé de faire de cette question une priorité de toutes les institutions au même titre que les droits humains et que la participation des personnes vivant avec le VIH.

Une dernière question concernant notre planification sur le long terme est la nécessité d'investir beaucoup plus et plus durablement dans la mise au point de nouvelles technologies efficaces, notamment les microbicides et d'autres méthodes de prévention qui puissent être contrôlées par les femmes, de nouvelles générations de médicaments contre le SIDA et des vaccins. Dans le même temps nous devons faire des pas de géant dans la mise en place d'accords et mécanismes internationaux qui puissent assurer un accès très large et équitable à ces médicaments indispensables à la préservation de la vie.

Ces défis, qui s'inscrivent dans le long terme, peuvent nous paraître décourageants, mais n'oublions pas qu'il est possible de les relever. Souvenons-nous de ce qui paraissait impossible à beaucoup il n'y a que quelques années, que ce soit dans le domaine du financement de la lutte contre le SIDA ou dans celui de l'accès à la thérapie antirétrovirale ou de la réduction des risques ...

Cette planification à long terme, la définition d'options en matière de solutions, la création d'un débat public et la mobilisation d'une vaste gamme de groupes et institutions est ce que le monde attend de l'ONUSIDA. Je me suis engagé à diriger personnellement un tel processus, lequel fera porter sa réflexion sur les vingt-cinq prochaines années de l'épidémie de SIDA, de façon à être en mesure de fournir les informations stratégiques nécessaires à nos activités aujourd'hui, mais aussi demain.

Pour lancer ce processus en 2007 et apporter notre soutien à notre nouvelle unité stratégique, j'ai demandé au Conseil de nous allouer 1 million de dollars US qui serait prélevé sur le solde disponible du Budget-plan de travail intégré 2006-2007. Cet investissement unique en faveur d'une nouvelle activité urgente n'empêcherait pas le solde – substantiel – d'opérer une transition sans problème et de faire face rapidement aux dépenses en début de 2008. Il va sans dire que l'activité que je propose figurera dans le Budget-plan de travail intégré pour 2008-2009 qui sera

soumis au CCP en juin. Lors du prochain CCP, puis à diverses reprises, je vous tiendrai au courant des progrès que le Secrétariat et d'autres institutions auront réalisés sur la question de la planification à long terme.

J'en viens maintenant au Budget-plan de travail intégré. Permettez-moi tout d'abord de remercier tous les donateurs de leur soutien financier permanent qui ne fait que s'accroître. Je me félicite également des promesses faites directement aux Coparrainants par diverses instances, notamment par le Canada qui s'engage à hauteur de 50 millions de dollars canadiens en faveur du travail mené par l'OMS dans le domaine de l'accès au traitement.

En juin, nous discuterons du budget pour la prochaine période biennale. Nous avons rencontré, dans un esprit constructif commun, les coordonnateurs mondiaux de tous les Coparrainants, et je déposerai une requête d'augmentation du Budget-plan de travail intégré afin de pouvoir soutenir les pays dans leurs efforts contre le SIDA au vu de l'accroissement substantiel des ressources mondiales affectées à la lutte contre le SIDA.

Je conclurai en abordant deux questions : le leadership et l'Afrique australe.

Conclusion

L'année 2006 a été le théâtre de nombreux changements dans le domaine du leadership mondial de la lutte contre le SIDA. Ni la riposte au SIDA, ni l'ONUSIDA elle-même n'auraient pu progresser dans une telle mesure sans le leadership personnel que lui a apporté le Secrétaire général Kofi Anan – et je suis certain de traduire le sentiment de tous en disant que la dette que nous avons contractée à son égard est immense. Il nous a assuré qu'il continuerait à nous soutenir dans notre riposte même lorsqu'il aura pris sa retraite. Jeudi dernier, j'ai rencontré le Secrétaire général désigné Ban Ki-Moon, qui m'a confirmé que la lutte contre le SIDA serait une des priorités de son mandat.

Nous perdons un autre dirigeant en la personne du président en exercice du Comité des organismes coparrainants, Jim Morris, qui quitte le Programme alimentaire mondial. M. Morris a apporté une contribution incomparable aux actions entreprises à l'encontre du SIDA, et en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dans cette région en particulier. Je me réjouis de la collaboration étroite qui ne manquera pas de s'instaurer entre l'ONUSIDA et Madame Josette Sheeran, nouveau Directeur exécutif du PAM.

Nous avons également perdu un leader visionnaire en la personne du Dr J. W. Lee, Directeur général de l'OMS, décédé subitement. J'ai déjà engagé des discussions fructueuses avec le Dr Margaret Chan afin de poursuivre notre collaboration avec l'OMS.

J'attends également avec empressement la nomination du nouveau directeur de Fonds mondial lequel, comme je l'ai déclaré précédemment, est un partenaire essentiel de l'ONUSIDA.

Effort exceptionnel en faveur de l'Afrique australe

Chers amis, j'atteins maintenant le dernier point que je souhaitais aborder.

Nous ne saurions terminer cette réunion du CCP, ici à Lusaka, sans avoir abordé une réflexion approfondie sur la nécessité de faire un effort exceptionnel dans cette région, l'une des plus gravement touchées par l'épidémie de SIDA.

Ceux parmi vous qui ont participé aux visites sur le terrain auront probablement été consternés, tout comme je l'ai été, en constatant les ravages du SIDA qui, dans cette région, n'ont épargné personne. Et nous devons nous souvenir qu'il y a des pays plus au sud où la situation est encore bien pire. Dans plusieurs pays, l'épidémie vient s'ajouter à des crises humanitaires cycliques ou chroniques telles que l'insécurité alimentaire ou la pauvreté massive.

Je suis de plus en plus persuadé que de simplement élargir les programmes, en faire plus, même beaucoup plus, sur le même registre ne peut stopper l'épidémie. Outre l'accès véritablement universel à la prévention et au traitement du VIH dans cette région, nous devons nous pencher dans une beaucoup plus large mesure sur les causes latentes de l'épidémie, notamment l'inégalité des sexes, et nous intéresser de plus près à l'environnement social, économique et culturel ainsi qu'aux normes au sein desquels le VIH a tout loisir de prospérer. Il s'agit-là d'un cercle vicieux, car le SIDA fait à la société ce que le VIH fait au corps humain. C'est-à-dire qu'il détruit le tissu même de la société et la résistance de la communauté.

Il faudra non seulement que les pays puissent disposer d'un leadership exceptionnel, que je vois déjà se profiler, mais également que tous les partenaires du développement réservent la première place à la lutte contre le SIDA et contre les facteurs qui encouragent la propagation de l'épidémie. Cela signifie également que tous les pays de la région, notamment les pays à revenus moyens les plus gravement affectés, devront bénéficier des conditions les plus favorables de la part de ceux qui leur accordent des subventions et des prêts. Cela signifie enfin que des mesures exceptionnelles doivent être prises pour rétablir les capacités humaines – au même titre que ce que l'on serait prêt à faire et que l'on trouverait acceptable dans le cas de la reconstruction des infrastructures après une catastrophe naturelle ou une guerre...

Cela signifie que, quoi que nous fassions, nous devons nous demander : cela résistera-t-il à l'épreuve du SIDA ? Et si la réponse est négative, nous devons être prêts à transformer nos plans et nos actions afin qu'ils puissent résister à cette épreuve.

J'ai hâte de suivre vos délibérations et de bénéficier de vos précieux conseils concernant le Programme.

Je vous remercie.

